



Lundi 26 juin 2023



## Représentant du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune : Faïd s'entretient avec la Présidente de la Nouvelle banque de développement



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est entretenu avec la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Mme Dilma Roussef, en marge de sa participation, en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du Sommet pour un nouveau Pacte financier mondial, tenus à Paris (France) les 22 et 23 juin courant, a indiqué hier, un communiqué du ministère. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont échangé sur "les travaux du Sommet de Paris pour une nouvelle architecture financière mondiale et sur le rôle attendu des institutions financières multilatérales pour le financement du développement dans son sens le plus large, à la lumière des défis multidimensionnels auxquels sont confrontés, notamment les pays en

développement", explique la même source. L'occasion a été mise à profit pour "discuter de la demande d'adhésion de l'Algérie à la NBD, une adhésion qui a été accueillie favorablement par la présidente de cette institution et par les membres de son Conseil des gouverneurs", ajoute le document. Il a été question également "d'échanger sur les modalités pratiques liées au processus d'adhésion", a fait savoir le ministère. "Il convient de signaler, à cet égard, que notre pays a exprimé formellement son intérêt pour devenir membre de cette institution financière multilatérale", a-t-on souligné. Le ministère a, par ailleurs, rappelé que la NBD a été créée en 2015, par le Groupe des BRICS, en l'occurrence le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud avec un capital initial de 100 milliards USD. Basée à Shanghai (Chine), la NBD vise "à contribuer à la croissance et le développement mondial en contribuant, ainsi, à répondre aux besoins et aux aspirations des pays en développement", explique le communiqué.



## **Situation économique de l'Algérie : La Banque Mondiale note une croissance forte et diversifiée**

L'économie algérienne tire parti des vents favorables, en enregistrant une forte reprise en 2022/2023. Selon le rapport de la Banque mondiale, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a atteint 3,2 % en 2022.

La croissance des secteurs hors hydrocarbures s'est accélérée, à 4,3 %, contre 2,3 % en 2021. En 2022, l'excédent de la balance courante s'est chiffré à 9,5 % du PIB, portant les réserves de change à 61,7 milliards de dollars à la fin de l'année (soit 15,8 mois d'importations). Ainsi, l'Algérie a récupéré les pertes de production subies au cours de la première année de la pandémie. Cette performance a été soutenue par une bonne saison agricole, des exportations hors hydrocarbures solides, et la reprise de la demande intérieure, des politiques macroéconomiques favorables et une gestion budgétaire prudente. L'amélioration soutenue de la balance commerciale et l'accumulation des réserves de change renforcent la résilience de l'économie algérienne face aux chocs extérieurs, mais les équilibres macroéconomiques restent sensibles aux prix mondiaux du pétrole dans un contexte de profondes incertitudes au niveau mondial. Et bien que l'activité s'est accélérée et les équilibres macroéconomiques se sont améliorés, l'investissement privé et la diversification restent nécessaires à la croissance à long terme, selon la Banque mondiale. «Malgré l'évolution positive de la situation macroéconomique, les perspectives économiques de l'Algérie restent sensibles à la volatilité des prix du pétrole, d'où l'importance de poursuivre les réformes pour permettre au secteur privé de devenir le moteur d'une croissance durable et de la diversification de l'économie», souligne Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie. Grosso modo, l'économie algérienne a affiché une croissance soutenue en 2022, comme le souligne le Rapport de suivi de la situation économique en Algérie, publié par la Banque mondiale. Le rythme de l'activité économique hors hydrocarbures s'est accéléré. Certains indicateurs suggèrent une poursuite de la croissance en 2023.

### **L'activité hors hydrocarbures devrait soutenir la croissance en 2023**

La hausse des prix à l'exportation du gaz naturel a compensé la baisse des prix du pétrole, maintenant un niveau élevé des recettes d'exportation, une accumulation rapide des réserves

de change et une réduction du déficit budgétaire. Cependant, le pays subit l'impact d'une série de chocs négatifs. L'inflation est restée élevée, sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires frais. Ces chocs ont affecté les équilibres budgétaires et extérieurs. Une situation qui a coïncidé avec un ralentissement de l'économie mondiale et une hausse des prix internationaux des produits de base, tendances défavorables qui se sont fortement intensifiées après le conflit Russie-Ukraine. Les autorités ont eu recours, toutefois, à des politiques de change et monétaires afin de juguler l'inflation et ont augmenté les dépenses publiques pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages. La Banque d'Algérie est intervenue pour soutenir l'appréciation du dinar au 2e semestre 2022, avec pour objectif de contenir l'inflation importée, rappelle-t-on dans ce rapport. Et alors que l'inflation demeurait élevée au premier trimestre 2023, la Banque d'Algérie a amorcé un resserrement de la politique monétaire, est-il souligné. Malgré les aléas climatiques, qui représentent un risque croissant pour l'Algérie et la région, en 2023, l'économie algérienne devrait afficher encore de meilleurs indicateurs budgétaires que la plupart des économies émergentes et en développement. L'activité hors hydrocarbures devrait soutenir la croissance en 2023, contrastant avec la stabilité de la production des hydrocarbures, est-il indiqué dans ce rapport. En 2023, la croissance devrait être principalement tirée par les secteurs hors hydrocarbures, malgré le ralentissement anticipé dans la production agricole en raison de faibles précipitations. La réduction attendue des prix des exportations d'hydrocarbures pourrait entraîner une baisse de la balance des comptes courants, qui resterait toutefois excédentaire. Les exportations hors hydrocarbures continuent de s'accroître fortement, alors que les importations sont en baisse. Au cours des dernières années, cependant, les difficultés économiques ont eu tendance à être suivies par de forts rebonds, et la récurrence de ces chocs n'a pas empêché une solide croissance à long terme du PIB. Le développement des infrastructures est une condition nécessaire. Ces investissements sont plus que jamais nécessaires. Toutefois, la baisse de recettes des hydrocarbures et la hausse annoncée des dépenses publiques devraient creuser le déficit budgétaire en 2023, quoique celui-ci soit en partie préfinancé par l'épargne accumulée en 2022.



## **A Finances : M. Faïd s'entretient avec la Présidente de la Nouvelle banque de développement**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est entretenu avec la Présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Mme Dilma Rousseff, en marge de sa participation, en qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du Sommet pour un nouveau Pacte Financier Mondial, tenus à Paris (France) les 22 et 23 juin courant, indique dimanche un communiqué du ministère. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont échangé sur "les travaux du Sommet de Paris pour une nouvelle architecture financière mondiale et sur le rôle attendu des institutions financières multilatérales pour le financement du développement dans son sens le plus large, à la lumière des défis multidimensionnels auxquels sont confrontés notamment, les pays en développement", explique la même source. L'occasion a été mise à profit pour "discuter de la demande d'adhésion de l'Algérie à la NBD, une adhésion qui a été accueillie favorablement par la Présidente de cette institution et par les membres de son Conseil des Gouverneurs", ajoute le document. Il était question également "d'échanger sur les modalités pratiques liées

au processus d'adhésion", a fait savoir le ministère. "Il convient de signaler, à cet égard, que notre pays a exprimé récemment formellement son intérêt pour devenir membre de cette institution financière multilatérale", a-t-on souligné. Le ministère a, par ailleurs, rappelé que la NBD a été créée en 2015 par le Groupe des BRICS, en l'occurrence le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud avec un capital initial de 100 milliards USD. Basée à Shanghai (Chine), la NBD vise "à contribuer à la croissance et le développement mondial en contribuant, ainsi, à répondre aux besoins et aspirations des pays en développement", explique le communiqué. (APS).



## **Arrivée du Président de la République à Djelfa pour superviser l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles.**

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, est arrivé dimanche au Polygone de tir et de manœuvres dans la wilaya de Djelfa (1ère Région militaire) pour superviser l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles "Fadjr 2023", indique un communiqué de la Présidence de la République.



## **Développement du marché financier: signature d'une convention entre Algérie Poste et la COSOB**

La convention a été signée par le directeur général d'Algérie Poste, Louai Zidi, et le président de la COSOB, Youcef Bouznada, qui ont insisté, par la même occasion, sur l'opportunité qu'offre ce genre de partenariat aux deux parties, notamment en matière d'échange de compétences et de prestations dans divers domaines.

Ce partenariat, qui a pour objectif de définir le cadre général et les conditions de mise en œuvre des actions de collaboration et de coopération entre les deux institutions, englobe aussi la couverture de toutes les activités pertinentes des domaines de compétence de la COSOB.

En marge de la signature, Algérie Poste a abrité une cérémonie de remise de diplômes à la 10e promotion de formation de certification des professionnels du marché financier (CPMF) de l'Institut de formation des banques.

## **APN: Examen du cahier des charges et des marchés publics relatifs à la gestion de l'Assemblée**

La Commission des marchés publics de l'APN s'est réunie, dimanche, pour examiner des cahiers des charges et des marchés publics relatifs à la gestion de l'assemblée, précise un communiqué de la chambre basse du parlement.

Les travaux de cette réunion, présidée par le vice président du conseil et président de la commission, Nacer Batiche, ont été dédiés à l'examen du cahier des charges et des marchés publics relatifs à la gestion de l'Assemblée.

La réunion s'est déroulée en présence des vice-présidents Ahcene Hani et Fateh Brikat, lit-on dans le même communiqué.

## **Organisation mondiale des douanes : l'Algérie réélue à la vice-présidence de la commission d'audit.**

L'Algérie a été réélue, lors de la 141-142e session de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), organisée du 22 au 24 juin, à la vice-présidence de la commission d'audit de l'OMD pour la 2ème année consécutive, en sus de sa qualité de membre dans la même commission, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).

Les travaux de la 141-142e session de l'OMD se sont déroulés à Bruxelles (Belgique), avec la participation du directeur général des douanes, Noureddine Khaldi, accompagné d'une délégation de cadres centraux, ajoute la même source.

Les réunions ont abordé plusieurs axes importants portant sur les résultats des travaux des différentes structures de l'OMD, ainsi que les diverses activités douanières qui ont connu une participation active des douanes algériennes, selon le communiqué.

Ces réunions ont permis de débattre plusieurs thèmes techniques concernant les activités douanières et les mécanismes de leur renforcement au niveau international.

A cette occasion, M. Khaldi a présenté ses félicitations aux nouveaux directeur et secrétaire général de l'OMD, élus lors des travaux de cette session.

Il a également présenté ses remerciements au président et au secrétaire général de l'OMD dont les mandats arrivent à leur terme "pour leurs efforts visant à consacrer les cadres de la coopération douanière internationale".

Par ailleurs, les douanes algériennes ont reçu le 1er prix pour la meilleure photo des douanes dans le monde de l'année 2023 de l'OMD, lors de la 15e session du concours de la meilleure photo des douanes organisé par cette organisation.

"La photo de la Douane algérienne, qui porte le titre -sur tous les fronts- reflète la mobilisation et le dévouement des agents des Douanes dans l'accomplissement, avec bravoure et loyauté, de leurs missions à travers le territoire national, dans le but de protéger et de promouvoir l'économie nationale, et de lutter contre le crime organisé sous toutes ses formes, en étroite coordination avec les services de sécurité compétents", selon la même source. Les pays membres de l'Organisation avaient participé, au concours, avec 71 photos dans le but de décrocher le premier Prix. A l'issue du vote, le Secrétaire général de l'OMD, Kunio Mekuriya a annoncé que l'Algérie avait remporté officiellement le premier Prix et a remis le Prix au DG des Douanes Algériennes.

Le Secrétaire général a lu, à cette occasion, la légende de la photo des Douanes algériennes, disant: "La Douane algérienne couvre une superficie totale de 2.381.741 km<sup>2</sup>, elle couvre tout le territoire national aux vastes frontières terrestres et maritimes et aux reliefs exceptionnels qui sont parfois difficiles d'accès. Les agents des Douanes algériennes s'adaptent aux différentes situations en toute circonstance même dans les mauvaises conditions climatiques, à travers leur présence permanente en tout lieu, jour et nuit, pour accomplir avec bravoure et intégrité, leurs missions, et protéger leur patrie, en étroite coordination avec les différents organes concernés".

Cette distinction vient s'ajouter aux réalisations honorables de la Douane algérienne au niveau international obtenues à l'occasion de sa participation aux différents événements internationaux, à l'instar de son accréditation en qualité de membre de l'Organisation et de sa réélection pour la deuxième fois à la tête de la vice-présidence de la Commission d'audit de l'OMD au cours des travaux de cette session, en sus de l'accréditation, au titre de l'année 2022, des cadres centraux de la Direction générale des Douanes en qualité d'experts formateurs internationaux auprès de l'OMD, et ce dans différentes disciplines et spécialités et de la désignation d'un cadre douanier au secrétariat général de l'Organisation, indique un communiqué de cette instance.



## **Dans son dernier rapport sur l'Algérie La Banque mondiale élogieuse**

Les analystes de la BM reviennent à de meilleurs sentiments contrairement au rapport.

La Banque mondiale admet, dans son dernier rapport daté du 22 juin écoulé, l'évidence du dynamisme de l'activité économique du pays, malgré l'existence de certains facteurs qui affectent les prévisions pour 2023. L'économie algérienne a affiché une croissance soutenue en 2022, comme le souligne le Rapport de suivi de la situation économique en Algérie, qui fait état d'une accélération du rythme de l'activité économique hors hydrocarbures en 2022, «porté par un rebond de la production agricole et une croissance soutenue de la consommation privée».

Le document de la BM souligne que sur la base de certains indicateurs, une poursuite de la croissance est suggérée, à travers les régions au premier trimestre 2023. L'économiste à la Banque mondiale chargé de l'Algérie, Cyril Desponts, n'écarte pas «des projections plus

optimistes que prévu pour la balance commerciale, les réserves de change, le déficit budgétaire et la dette publique», souligne-t-elle. Visiblement, il est évident que les analystes et acteurs du rapport de suivi de la BM sont revenus à de meilleurs sentiments, comparativement, au récent rapport empreint d'alarmisme et de pessimisme pour ce qui est des prévisions économiques de l'Algérie. Il y est même cité «l'amélioration soutenue de la balance commerciale et l'accumulation des réserves de change» qui sont à même de «renforcer la résilience de l'économie algérienne, face aux chocs extérieurs». On se garde, cependant, de poursuivre dans cette lignée optimiste pour ce qui est des équilibres macroéconomiques sensibles aux prix mondiaux versatiles du pétrole dans un contexte de profondes incertitudes, lit-t-on dans ce rapport. Tout en indiquant une réduction du déficit budgétaire, un maintien du niveau élevé des recettes d'exportation et une accumulation rapide des réserves de change, le dit rapport justifie cette stabilisation et amélioration par une hausse des prix à l'exportation du gaz naturel, qui a compensé la baisse des cours du pétrole. La Banque mondiale estime, par ailleurs, nécessaire le maintien de l'investissement privé et la diversification pour soutenir la croissance à long terme, affirmant que «l'activité s'est accélérée et les équilibres macroéconomiques se sont améliorés». Ainsi, poursuivant son constat, le rapport note une croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie qui a atteint 3,2% en 2022. Quant à la croissance des secteurs hors hydrocarbures, elle s'est accélérée pour atteindre 4,3%, alors qu'elle était à 2,3% en 2021. Pour ce qui est de l'excédent de la balance courante en 2022, «il s'est chiffré à 9,5% du PIB, portant les réserves de change à 61,7 milliards de dollars à la fin de l'année», équivalant à 15,8 mois d'importations. Concernant l'inflation en Algérie, la BM estime qu'elle «est restée élevée, sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires frais». Par contre, elle cite des mesures de change et monétaires auxquelles ont recours les autorités, pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages, notamment l'augmentation des dépenses publiques. La BM prévoit également «une baisse de la balance des comptes courants, qui resterait toutefois excédentaire» du fait d'une «réduction attendue des prix des exportations d'hydrocarbures». Et de nuancer, par ailleurs, au sujet des perspectives économiques de l'Algérie qui restent sensibles à la volatilité des prix du pétrole. Dans ce sillage, Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie, souligne «l'importance de poursuivre les réformes pour permettre au secteur privé de devenir le moteur d'une croissance durable et de la diversification de l'économie». Visiblement, ce nouveau rapport tranche, irrémédiablement, avec celui publié, il y a deux semaines de cela, prévoyant un ralentissement de la croissance dans la région Mena, dont l'Algérie. Le rapport note également que le secteur hors hydrocarbures devrait soutenir la croissance en 2023, contrastant avec la stabilité de la production des hydrocarbures. Dans le scénario de base, ajoute le même document, la croissance du PIB atteindrait 1,8% en 2023, résultant de la croissance de l'activité hors hydrocarbures (+2,2%) et de la stabilité du PIB des hydrocarbures (+0,6%). Cependant, selon ce même rapport, le secteur agricole ralentirait. À cela, il y a des raisons évidentes dues, notamment à la faible pluviométrie ayant généré des retards importants dans le développement des cultures en début d'année, particulièrement dans les principales régions agricoles du pays. Au plan énergétique, le rapport de la BM indique que la production de gaz augmenterait et la production de pétrole brut diminuerait, contrainte par la baisse des quotas de production à partir de novembre 2022, puis celle décidée en mars 2023, entrant en vigueur à partir du mois de mai. Ainsi, le secteur des services demeurerait le principal contributeur à la croissance. Sous l'angle dépense, la croissance serait tirée par la bonne dynamique de la consommation privée et la reprise de l'investissement, souligne le document de la Banque mondiale.

## **54e FIA**

### **Fiat signe avec Alliance Assurances.**

Fiat Algérie choisit l'assureur privé Alliance Assurances et l'assureur public SAA, comme partenaires pour évoluer sur le marché algérien. «Nous accompagnerons Fiat à travers ses showrooms avec différents produits. Outre les produits classiques, nous déployons le paiement par cartes pour davantage de confort au citoyen. Nous lançons les premières bornes totalement numérisées sans assistance humaine au niveau de certains showrooms, ce qui sera très utile aux souscripteurs les week- ends et en dehors des heures de travail, notamment la nuit. La deuxième nouveauté, indique Khelifati est la mise en place du service tiers payant «pack sereno» qui prend en charge la réparation des véhicules Fiat, sans que l'assuré n'ait à engager des frais. Sereno garantit alors le remboursement direct des dépenses engagées pour la réparation au profit de Fiat Algérie.

## **13 Milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures**

### **Un objectif fédérateur.**

L'association est pleinement engagée dans la démarche visant à atteindre l'objectif de porter Forte d'une avancée sans précédent, l'activité des exportations hors hydrocarbures, est devenue grâce aux résultats inscrits ces deux dernières années, un vecteur fédérateur de l'ensemble des acteurs de la scène économique. Opérateurs économiques, institutions, et organismes financiers et bancaires s'engagent à unir leurs efforts pour atteindre l'objectif de 13 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures cette année. L'ultime accomplissement étant de mettre l'économie nationale sur les rails de l'indépendance des revenus des hydrocarbures.

C'est dans cette optique que le président de l'Association nationale des exportateurs algériens Anxal, Tarek Boulmerka, a affirmé que «l'association est pleinement engagée dans la démarche visant à atteindre l'objectif de porter les exportations hors hydrocarbures à 13 Mds USD en 2023. En joignant nos efforts, nous pourrions atteindre cet objectif, voire plus». Un défi qui demeure relativement à portée de main, compte tenu des résultats enregistrés en un laps de temps aussi court, où, les volumes des exportations sont passés de 1,7 milliard de dollars en 2019, à 7 milliards de dollars en 2022. Il va sans dire que les mesures de facilitation, l'accompagnement financier et juridique de l'État aux opérateurs, associé aux effets de la nouvelle loi sur les investissements, sont à l'origine de cette évolution rapide. Des arguments économiques qui contribueront de façon directe à la concrétisation des objectifs fixés, et à hisser l'activité des exportations hors hydrocarbures à la vitesse supérieure. D'autant plus que de multiples actions sont en cours pour renforcer cette approche, telle que l'ouverture de représentations bancaires dans les pays africains et l'organisation d'espaces d'expositions des produits algériens. Une évolution de l'économie nationale qui vise à donner une visibilité aux nouvelles dispositions et capacités de l'Algérie à jouer son rôle de leader économique régional.

D'où l'importance du développement des secteurs aussi stratégiques que celui des exportations

hors hydrocarbures. Cela étant, si les chiffres sont plus qu'éloquents, et permettent d'affirmer que l'objectif des 13 milliards de dollars est réalisable, il n'en demeure pas moins que cette approche nécessite l'établissement de prévisions fiables reflétant les priorités de cette feuille de route. Toute la problématique réside dans l'aboutissement à la maîtrise des volets indissociables à cette activité, tels que la logistique, le transport, et notamment l'établissement de programmes des opérations d'exportations en fonction de la demande et des réactions des marchés étrangers aux produits algériens. À ce titre, les volumes des exportations réalisés ces deux dernières années, notamment, dans les engrais, le ciment, l'acier et les fruits et légumes, pour ne citer que ceux-là, peuvent servir comme éléments pour arrêter des taux de développement exploitables par les opérateurs. C'est précisément ce qui permettra d'adapter les besoins inhérents au développement de l'activité à la célérité de son évolution. Autrement dit, l'établissement des prévisions constituera une espèce de baromètre qui renseignera autant sur les arguments de réussite, que sur les raisons de défaillances. Ce qui déterminera la nature des traitements à apporter pour maintenir la dynamique grandissante de l'activité. À ce titre, Boulmerka est revenu ces les actions qui entrent dans le renforcement de cette orientation précisant que «l'Anexal est en passe de signer des conventions avec le Groupe public de transport terrestre de marchandises et de logistique (Logitrans) et la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex) en vue de permettre aux exportateurs de bénéficier de plus d'incitations».les exportations hors hydrocarbures à 13 Mds USD en 2023.



## **Algérie Poste et la COSOB signent une convention.**

Algérie Poste et la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) ont signé, ce dimanche, à Alger, une convention dans le cadre des mécanismes de renforcement et de développement du marché financier national.

La convention a été signée par le directeur général d'Algérie Poste, Louai Zidi, et le président de la COSOB, Youcef Bouznada, qui ont insisté, par la même occasion, sur l'opportunité qu'offre ce genre de partenariat aux deux parties, notamment en matière d'échange de compétences et de prestations dans divers domaines.

Ce partenariat, qui a pour objectif de définir le cadre général et les conditions de mise en œuvre des actions de collaboration et de coopération entre les deux institutions, englobe aussi la couverture de toutes les activités pertinentes des domaines de compétence de la COSOB.

En marge de la signature, Algérie Poste a abrité une cérémonie de remise de diplômes à la 10e promotion de formation de certification des professionnels du marché financier (CPMF) de l'Institut de formation des banques.

## **Start-up : Création d'un Institut national de gestion de l'innovation**

Un mémorandum d'entente a été signé, dimanche à Alger, entre l'Ecole des hautes études commerciales (EHEC) et Algerian start-up fund (ASF) en vue de la création d'un institut national de gestion de l'innovation qui relèvera de l'EHEC, l'objectif étant d'assurer l'appui aux start-up désirant améliorer leur capacité d'innovation.

Le mémorandum a été signé au siège de l'accélérateur public de start-up "Algeria-Venture" par le Directeur général de l'ASF, Okba Hennachi et la directrice de l'EHEC, Amel Gasmi, sous la supervision du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

Le mémorandum prévoit la création d'un institut de gestion de l'innovation, filiale de l'EHEC, en partenariat avec la Banque extérieur d'Algérie (BEA), la compagnie algérienne des assurances (CAAT) et "Algeria-Venture" dans l'objectif de fournir des prestations de consulting et d'appui aux entreprises désirant améliorer leur capacité d'innovation.

Les services qu'offrira l'institut sont le consulting stratégique, les évaluations d'innovation, la formation et la coopération pour la réalisation des projets innovants.

A ce propos, M. Oualid a qualifié cet institut "de mesure complémentaire et de plus-value à l'écosystème des start-up en Algérie", affirmant que l'institut en question vise à "améliorer et développer les compétences, ainsi qu'à promouvoir l'adoption de pratiques innovantes au sein de différentes entreprises".

De son côté, M. Baddari a affirmé que "l'institut se veut un acquis pour les deux ministères en termes d'ouverture de l'université sur son environnement socioéconomique".

A cette occasion, un incubateur de travaux a été lancé au sein de l'Ecole des hautes études commerciales (EHEC).

Dans ce contexte, la directrice de l'école a précisé que cette initiative servira de "plateforme pour concrétiser les idées et concevoir des projets qui créent des start-up, générant ainsi des emplois et contribuant à la promotion de l'économie nationale, ainsi qu'à la modernisation de l'enseignement supérieur. C'est également une sorte de passerelle entre les porteurs de projets innovants et la tutelle", a-t-elle soutenu.

La cérémonie de signature a été marquée par une présentation du Directeur du Fonds algérien de financement des start-up, lequel a souhaité mettre en évidence le rôle du fonds dans le soutien aux spin-off et les stratégies adoptées dans leur financement et leur accompagnement.

## **La SAFEX accompagne les opérateurs sur le marché africain**

Le Directeur général de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), Karim Boukadoum, a annoncé hier « l'installation des futurs show-rooms via des succursales qui seront mises en place en Mauritanie, au Sénégal puis au Niger », dans le but d'accompagner les opérateurs économiques algériens à intégrer les marchés africains notamment.

En effet, Boukadoum a précisé que « la Safex dispose des sièges de ces show-rooms au niveau de Nouakchott et de Dakar. Toutes les conditions juridiques et bancaires sont remplies. Les succursales existent. Elles seront opérationnelles à partir du mois de juillet. Le Niger est prévu pour la fin de l'année », selon ce responsable. Une seconde étape touchera la Côte d'Ivoire et le Cameroun, a précisé M. Boukadoum sur les ondes de la Chaine 3 de la Radio nationale.

Il a également tenu à note que la Safex a toujours fait la promotion de la production nationale à travers de nombreux salons et événements économiques. D'ailleurs, a-t-il poursuivi, à travers cette 54<sup>e</sup> édition de la foire Internationale d'Alger, qui a été clôturée hier, « l'Algérie a marqué un grand pas dans son ouverture sur l'économie internationale ». Ajoutant que « les visites des délégations étrangères étaient carrément ciblées. Ceci prouve que les étrangers commencent à maîtriser le marché algérien ».

Ainsi, la foire internationale d'Alger « FIA 2023 » qui vient d'être clôturée était « un grand succès, comptant 30 pays étrangers ». Elle a été surtout marquée par la forte présence des pays africains qui ont exprimé leurs intérêts pour le partenariat avec les opérateurs algériens, selon le même responsable.

Dans le même contexte, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, avait annoncé le lancement par son département, en avril dernier, de la révision de la plateforme de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), dédiée aux exportateurs en vue de renforcer son efficacité dans la régulation des importations et la promotion des exportations, visant à améliorer son fonctionnement à remédier aux insuffisances enregistrées et à mieux organiser la filière.

Parmi les améliorations décidées dans ce sens, il a cité la numérisation de toutes les procédures du début jusqu'à la fin en vue de garantir la transparence et permettre aux exportateurs de suivre leurs dossiers. De plus, Zitouni avait estimé que les bases logistiques algériennes devraient être exploitées comme plateformes pour l'exportation des produits vers les marchés internationaux, notamment africains. Il convient de noter, par ailleurs, que de nombreuses rencontres ont réuni des opérateurs économiques algériens avec leurs homologues des autres pays venus exposer leurs produits et étant à la recherche de débouchés pour leurs produits.

Bon nombre des participants à ce rendez-vous annuel se sont donc rencontrés pour examiner les opportunités de partenariat et de promotion des échanges dans tous les domaines.



## **Prochain lancement des travaux du complexe sidérurgique de Béchar: Un projet pour un coût d'un milliard de dollars.**

Les travaux de réalisation du projet du complexe sidérurgique de Béchar seront lancés avant la fin de l'année 2023, a annoncé le P-dg du groupe minier public, Manajim El Djazair (Manal), Mohamed Sakhr Harami. «Les chantiers de réalisation de ce projet d'envergure pour un coût d'un milliard de dollars seront lancés avant la fin de l'année 2023 par notre partenaire, le consortium Chinois CMH, dans la zone de Toumiat (30 km au nord de Béchar)», a-t-il précisé dans une déclaration à la presse samedi soir, en marge de la visite de travail d'une délégation de responsables et experts du secteur de l'Energie et des Mines dans la wilaya.

«Ce projet industriel, d'une grande importance économique pour la wilaya de Béchar, sera concrétisé en partenariat avec l'Entreprise nationale de fer et de l'acier (Feraal), et sera destiné à la production du rail et du profilé en acier, à partir de la mine de fer de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf)», a-t-il expliqué. Pour sa part, le wali de Béchar, Mohamed Saïd Benkamou, a indiqué que «ce projet vient aussi dans la perspective de la mise en place d'un pôle sidérurgique au niveau de la wilaya, avec à la clé la création de plus de 1 000 nouveaux postes d'emplois directs». «Une assiette foncière industrielle de 1 000 ha, extensible à 3 000 ha, a été dégagée par la wilaya pour la réalisation de ce projet industriel d'envergure dans la zone de Toumiat», a-t-il fait savoir. «Cette zone dispose de plusieurs atouts dont sa proximité avec la RN-6, la ligne de chemin de fer Béchar/Oran, la ligne électrique de très haute tension (HTT), ainsi que la cimenterie de la Saoura, relevant du Groupe industriel public des ciments d'Algérie (GICA)», a expliqué M. Benkamou au P-dg du consortium Chinois CMH, Zhou Zhipeng, présent à cette occasion à Béchar en compagnie d'une importante délégation du ministère de l'Energie et des Mines. Pour la mise en œuvre de ce complexe sidérurgique, inscrit dans le cadre de la valorisation du mégaprojet d'exploitation du minerai de fer de Gara Djebilet, la wilaya compte entamer dans l'immédiat les travaux d'aménagement du site de Toumiat, et ce, comme contribution pour sa concrétisation dans les délais prévus, à savoir 36 mois, a ajouté le chef de l'exécutif de la wilaya de Béchar.



## **FIA: Promouvoir le partenariat et les échanges entre opérateurs algériens et étrangers.**

Des rencontres «B2B» ont été organisées samedi, dans le cadre de la Foire internationale d'Alger (FIA), entre nombre d'opérateurs économiques algériens et étrangers participant à ce rendez-vous, en vue d'examiner les opportunités de partenariat et de promotion des échanges dans tous les domaines.

Lors de ces rencontres directes organisées par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Kamel Hamenni, son président, a souligné que «la politique d'encouragement de l'investissement engagée par le président de la République, à la lumière de la nouvelle loi sur l'investissement a été couronnée de succès», affirmant «la forte affluence d'opérateurs étrangers sur les produits nationaux, notamment les matériaux de construction remplissant le critère de rapport qualité-prix». A cet effet, le représentant de la Chambre d'industrie, d'agriculture, des mines et de l'artisanat du Tchad, a fait part à l'APS de la volonté de son pays d'«établir des partenariats avec l'Algérie et de promouvoir les échanges, notamment en matière de matériaux de construction, d'industries agroalimentaires et de sidérurgie», ajoutant que des négociations ont eu lieu avec l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex), ainsi qu'avec des entreprises publiques et privées pour promouvoir les échanges entre les deux pays. «Nous aspirons à réaliser prochainement un partenariat fructueux sur le terrain», a-t-il ajouté. L'ambassadeur du Mozambique à Alger, Carvalho Muaria, a exprimé de son côté «la forte volonté de son pays d'établir des échanges commerciaux avec l'Algérie dans plusieurs

secteurs, car constituant un pôle économique important et stratégique encourageant l'investissement», soulignant la nécessité de redoubler d'efforts pour «une économie africaine consacrant le principe gagnant-gagnant». Concernant les participants asiatiques, la représentante de l'ambassadeur du Vietnam en Algérie, Viti Tan Tu, a révélé que la valeur des exportations algériennes vers le Vietnam avaient dépassé les 10 millions de dollars en 2022, un marché essentiellement représenté par les dattes et les fruits, ajoutant que son pays aspirait à augmenter ses échanges avec l'Algérie tout particulièrement à la lumière de sa nouvelle politique qui vise à élargir les voies de coopération. S'agissant de la partie algérienne, plusieurs entrepreneurs ont affiché leur enthousiasme à vouloir exporter vers de nouveaux marchés, et en particulier vers les marchés africains.

A cet effet, le président de l'association des céramistes, Mohamed Moncef Boudierba, a insisté sur la disposition des acteurs dans le domaine de la céramique à atteindre de nouveaux marchés, dans le but de participer au développement économique du pays, d'autant que «la production annuelle des adhérents à l'association dépasse les 300 millions de mètres carrés, alors que le marché local ne consomme que 200 millions de mètres carrés». Kechroud Khaled, exportateur de dattes vers l'Europe depuis 2014, a également fait part de sa volonté de conquérir les marchés africains, et a fait part de son intérêt à collaborer avec les Africains, surtout qu'il exporte environs 400 tonnes annuellement. Il a également indiqué avoir reçu plusieurs offres de la part de plusieurs pays étrangers, compte tenu de la qualité des dattes algériennes et de leurs prix concurrentiels. Il est à rappeler que la 54e Foire internationale d'Alger, clôturée hier, a connu la participation d'environ 640 exposants nationaux et internationaux, avec la participation de l'Italie comme invité d'honneur de cette édition sous le thème «Algérie : nouvelles perspectives et nouveaux horizons».



## **Des show-rooms de la SAFEX bientôt opérationnels à Dakar et à Nouakchott**

«La Société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX) a toujours fait la promotion de la production nationale à travers de nombreux salons et événements économique», a affirmé Karim Boukadoum, le directeur générale, qui a annoncé l'installation, dans ce cadre, «des futurs show-rooms via des succursales qui sont mis en place en Mauritanie, au Sénégal, puis au Niger». Il s'agit, a-t-il précisé, d'un programme de déploiement sur les pays étrangers, pour accompagner les exportateurs algériens. Intervenant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, M. Boukadoum a affirmé à propos de la 54e Foire Internationale d'Alger (FIA), que «l'Algérie a marqué, lors de cette édition, un grand pas dans son ouverture sur l'économie internationale». Elle était un franc succès, comptant 30 pays étrangers, a assuré l'intervenant ajoutant que «les visites des délégations étrangères étaient carrément ciblées. Ceci prouve que les étrangers commencent à maîtriser le marché algérien.» Ainsi, dans le cadre de cette 54e Foire Internationale d'Alger, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a organisé des rencontres B2B entre nombre d'opérateurs économiques algériens et étrangers et ce, dans le but d'examiner les opportunités de partenariat et de promotion des échanges dans tous les domaines. Kamel Hamenni, son

président, a souligné à ce propos que «la politique d'encouragement de l'investissement engagée par le président de la République, à la lumière de la nouvelle loi sur l'investissement a été couronnée de succès», affirmant «la forte affluence d'opérateurs étrangers sur les produits nationaux, notamment les matériaux de construction remplissant le critère de rapport qualité-prix».

A cet effet, le représentant de la Chambre de l'industrie, de l'agriculture, des mines et de l'artisanat du Tchad, a fait part à l'APS de la volonté de son pays «d'établir des partenariats avec l'Algérie et de promouvoir les échanges, notamment en matière des matériaux de construction, des industries agro-alimentaires et de la sidérurgie». Faisant savoir que des négociations ont eu lieu avec l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex), ainsi qu'avec des entreprises publiques et privées pour promouvoir les échanges entre les deux pays, il a exprimé son souhait «de réaliser prochainement un partenariat fructueux sur le terrain». L'ambassadeur du Mozambique à Alger, Carvalho Muaria, a exprimé de son côté «la forte volonté de son pays d'établir des échanges commerciaux avec l'Algérie dans plusieurs secteurs, car constituant «un pôle économique important et stratégique encourageant l'investissement», soulignant la nécessité de redoubler d'efforts pour «une économie africaine consacrant le principe gagnant-gagnant».

Concernant les participants asiatiques, la représentante de l'ambassadeur du Vietnam en Algérie, Viti Tan Tu, a révélé que la valeur des exportations algériennes vers le Vietnam avaient dépassé les 10 millions de dollars en 2022, un marché essentiellement représenté par les dattes et les fruits, ajoutant que son pays aspirait à augmenter ses échanges avec l'Algérie tout particulièrement à la lumière de sa nouvelle politique qui vise à élargir les voies de coopération.

S'agissant de la partie algérienne, plusieurs entrepreneurs ont affiché leur enthousiasme à vouloir exporter vers de nouveaux marchés, et en particulier vers les marchés africains.



## **Un accord de partenariat pour extraire 2 millions de tonnes de minerai de fer par an à l'horizon 2026**

Exploitation des minerais de fer de la mine de Gara Djebilet-Ouest et valorisation de sa production

L'Entreprise Nationale de Fer et de l'Acier (Feraal) et le consortium chinois (CMH) ont signé, avant-hier samedi à Tindouf, un accord de partenariat portant exploitation des minerais de fer de la mine de Gara Djebilet-Ouest, et sa valorisation de sa production à travers la construction d'une usine de production de plaques d'acier à Béchar.

«Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie adoptée par le ministère de l'Énergie visant la concrétisation de la feuille de route du Gouvernement en termes de valorisation des ressources minières et la réalisation des mégaprojets», a fait savoir le P-dg du groupe public Manadjim El Djazair "Manal", Mohamed Sakhr Harami.

Le projet de valorisation de la mine Gara-Djebilet, a-t-il poursuivi, permettra dans ses premières phases d'assurer la matière première pour toute l'industrie sidérurgique en Algérie. Faisant remarquer que l'Algérie avait importé l'année dernière 1,2 mds USD de matières premières en fer. «Les investissements en la matière qui seront parachevés à l'horizon 2025 permettront d'assurer 2 mds USD de matière première», a rappelé Mohamed Sakhr Harami. La main d'œuvre recrutée dans ce projet intégré de développement minier et métallurgique dont la mise en œuvre devrait contribuer considérablement à la réduction des émissions de carbone et à la réalisation du développement durable dans l'industrie du fer et de l'acier à l'échelle mondiale, outre de réaliser des revenus importants à l'Algérie, a poursuivi le P-dg du groupe public Manadjim El Djazair "Manal", sera, dans sa majorité, algérienne au vu des compétences acquises par Feraal dans le domaine de l'extraction de la matière première. Relevant, au passage, que l'activité transformation nécessite une main d'œuvre chinoise avec la formation progressive des Algériens dans ces techniques. Paraphé par le P-dg de Feraal, Ahmed Benabbes, et le président de "CMH", Zhou Zhipeng, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence du P-dg du groupe public Manadjim El Djazair "Manal", Mohamed Sakhr Harami, de la Directrice générale des mines au ministère de l'Energie et des Mines, Nadjiba Bourenane, et du wali de Tindouf, Mohamed Mokhbi, cet accord vise à extraire 2 millions de tonnes de minerai de fer par an à partir de la mine de Gara Djebilet-Ouest à l'horizon 2026, avant d'atteindre une capacité d'extraction annuelle de 50 millions de tonnes de minerai de fer à l'horizon 2040. Début avril dernier, l'Entreprise nationale de fer et de l'acier (Feraal) et le complexe sidérurgique Tosyali de Béthioua (Oran) ont signé, à Alger, un protocole d'accord de partenariat Feraal/Tosyali portant sur le lancement d'une unité de production de concentré de minerai de fer dans la wilaya de Béchar. qui nécessite des quantités considérables.

Ce protocole d'accord porte sur la mise en place d'une joint-venture entre les deux sociétés en vue de la réalisation, d'ici moins de 24 mois, d'une unité mixte de production de concentré de minerai de fer à partir de la mine de Gara Djebilet avec une capacité de 500.000 tonnes/an de concentré de minerai de fer à partir d'un million de tonnes de minerai. Ce protocole d'accord, a indiqué le P-dg du groupe public Manadjim El Djazair "Manal", Mohamed Sakhr Harami, vise essentiellement à préparer toutes les conditions nécessaires en vue de la création de la future société commune dans les meilleurs délais. Il s'exprimait lors d'un point de presse en marge de la cérémonie de signature. «Le minerai sera transporté à partir de Gara Djebilet-Ouest par camion en attendant la construction de la ligne ferroviaire Gara Djebilet-Béchar et l'adaptation de la ligne ferroviaire Béchar-Arzew», a-t-il fait savoir. Les travaux entrant dans le cadre de ce protocole, a-t-il poursuivi, ont débuté et doivent se poursuivre jusqu'en septembre 2023. «La création de la joint-venture se fera dès l'accord du Conseil des participations de l'Etat (CPE)», a-t-il dit, faisant remarquer qu'en parallèle, le groupe Manal finalise actuellement les négociations pour parvenir à deux accords similaires pour valoriser la mine de Gara Djebilet, le premier avec une société chinoise et le second avec la société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (wilaya de Jijel) afin de réaliser le programme stratégique de valorisation du fer brut au niveau de cette mine.

## **Organisation mondiale des douanes : l'Algérie réélue à la vice-présidence de la commission d'audit**

L'Algérie a été réélue, lors de la 141-142<sup>e</sup> session de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), organisée du 22 au 24 juin, à la vice-présidence de la commission d'audit de l'OMD pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, en sus de sa qualité de membre dans la même commission, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).

Les travaux de la 141-142<sup>e</sup> session de l'OMD se sont déroulés à Bruxelles (Belgique), avec la participation du directeur général des douanes, Noureddine Khaldi, accompagné d'une délégation de cadres centraux, ajoute la même source.

Les réunions ont abordé plusieurs axes importants portant sur les résultats des travaux des différentes structures de l'OMD, ainsi que les diverses activités douanières qui ont connu une participation active des douanes algériennes, selon le communiqué.

Ces réunions ont permis de débattre plusieurs thèmes techniques concernant les activités douanières et les mécanismes de leur renforcement au niveau international.

A cette occasion, M. Khaldi a présenté ses félicitations aux nouveaux directeur et secrétaire général de l'OMD, élus lors des travaux de cette session.

Il a également présenté ses remerciements au président et au secrétaire général de l'OMD dont les mandats arrivent à leur terme « pour leurs efforts visant à consacrer les cadres de la coopération douanière internationale ».

Par ailleurs, les douanes algériennes ont reçu le 1<sup>er</sup> prix pour la meilleure photo des douanes dans le monde de l'année 2023 de l'OMD, lors de la 15<sup>e</sup> session du concours de la meilleure photo des douanes organisé par cette organisation.

« La photo de la Douane algérienne, qui porte le titre -sur tous les fronts- reflète la mobilisation et le dévouement des agents des Douanes dans l'accomplissement, avec bravoure et loyauté, de leurs missions à travers le territoire national, dans le but de protéger et de promouvoir l'économie nationale, et de lutter contre le crime organisé sous toutes ses formes, en étroite coordination avec les services de sécurité compétents », selon la même source. Les pays membres de l'Organisation avaient participé, au concours, avec 71 photos dans le but de décrocher le premier Prix. A l'issue du vote, le Secrétaire général de l'OMD, Kunio Mekuriya a annoncé que l'Algérie avait remporté officiellement le premier Prix et a remis le Prix au DG des Douanes Algériennes.

Le Secrétaire général a lu, à cette occasion, la légende de la photo des Douanes algériennes, disant: « La Douane algérienne couvre une superficie totale de 2.381.741 km<sup>2</sup>, elle couvre tout le territoire national aux vastes frontières terrestres et maritimes et aux reliefs exceptionnels qui sont parfois difficiles d'accès. Les agents des Douanes algériennes s'adaptent aux différentes situations en toute circonstance même dans les mauvaises conditions climatiques, à travers leur présence permanente en tout lieu, jour et nuit, pour accomplir avec bravoure et intégrité, leurs missions, et protéger leur patrie, en étroite coordination avec les différents organes concernés ».

Cette distinction vient s'ajouter aux réalisations honorables de la Douane algérienne au niveau international obtenues à l'occasion de sa participation aux différents événements internationaux, à l'instar de son accréditation en qualité de membre de l'Organisation et de sa réélection pour la deuxième fois à la tête de la vice-présidence de la Commission d'audit de l'OMD au cours des travaux de cette session, en sus de l'accréditation, au titre de l'année

2022, des cadres centraux de la Direction générale des Douanes en qualité d'experts formateurs internationaux auprès de l'OMD, et ce dans différents disciplines et spécialités et de la désignation d'un cadre douanier au secrétariat général de l'Organisation, indique un communiqué de cette instance.



## **LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-TINDOUF LONGUE DE 1 000 KM : Le mégaprojet lancé le 5 juillet.**

C'est le 5 juillet, date hautement symbolique dans l'histoire de l'Algérie, que seront entamés les travaux de réalisation de la première tranche (200 km) de la voie ferrée Béchar-Tindouf, sur plus de 1.000 kilomètres, pour le transport du minerai de fer de Gara Djebilet (Tindouf) vers Béchar, seront officiellement entamés.

En annonçant cette nouvelle, à l'occasion de la visite de travail dans la wilaya de Béchar d'une importante délégation composée des responsables du ministère de l'Énergie et des Mines, de dirigeants du groupe public Manadjim El Djazair (MANAL) et du consortium chinois CMH dans la cadre du développement et de la valorisation de la mine de fer de Gara Djebilet, le wali de Béchar, Mohamed Saïd Benkamou, a parlé du mégaprojet ferroviaire dont la réalisation a été confiée, a-t-il précisé, à l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). Le chef de projet, Abdechafii Ben-Rabia est allé dans les détails : outre la réalisation d'une voie ferrée sur un parcours de 220 km avec une vingtaine d'ouvrages d'art dont un pont de 9 km, ainsi qu'une gare pour les voyageurs et les marchandises au chef lieu de la daïra d'Abadla (88km au sud de Béchar), il est aussi prévu la réalisation d'une bretelle de 30 km, reliant le complexe de sidérurgie de Béchar à la ligne ferroviaire Béchar-Oran pour le transport de la future production de ce complexe à destination de celui de Bethioua et le port d'Arzew (Oran). Le projet ferroviaire, passera par un tracé d'environ 1.000 km, dont 220 km à Béchar, 178 km à travers la wilaya de Béni-Abbès et plus de 500 km à Tindouf, a-t-il ajouté lors d'une rencontre tenue samedi soir au siège de la wilaya de Béchar en présence des délégations du ministère de l'Énergie et des Mines et du consortium chinois CMH, chargé de la concrétisation du projet minier de Gara Djebilet. Le transport ferroviaire est présenté par les spécialistes comme un moyen alternatif efficace qui permet une meilleure maîtrise des coûts de transport de marchandises, mais aussi de réduire les embouteillages sur les routes- donc un impact environnemental positif- ainsi que le désenclavement de régions non desservies par le réseau routier et, par conséquent, la possibilité d'un développement régional plus équilibré. Il accroît la fluidité de la circulation des personnes et des marchandises à travers le pays, et apporte une contribution appréciable à l'économie nationale. L'importance accordée au sud du pays dans le programme de développement du transport ferroviaire découle de la démarche stratégique visant à insuffler dans ces régions une nouvelle dynamique économique et commerciale, qui inclut la création d'une industrie ferroviaire sur laquelle a insisté le président Abdelmadjid Tebboune. Cette importance a été réaffirmée au début de cette année, lors d'un Conseil des ministres qui a accordé « la priorité absolue à l'extension de la voie ferrée, notamment celle de Ouargla-Tamanrasset, Ghardaïa-El Menia et Gara Djebilet-Béchar, compte tenu de l'importance économique et stratégique de ces axes». Une autre ligne doit relier le port d'Oran à Béchar et Gara Djebilet, où se trouve le gisement de fer. La valorisation de l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet à Tindouf fait partie des projets structurants majeurs algéro-chinois

inscrits dans le 2e Plan quinquennal de coopération stratégique globale (2022-2026), le Plan exécutif pour la concrétisation conjointe de l'Initiative de la Ceinture et de la Route et le Plan triennal (2022-2024) de coopération dans des domaines stratégiques. Inscrit dans le cadre de cette valorisation, le projet de complexe sidérurgique de Béchar est destiné à la production du rail et du profilé en acier. « Les chantiers de réalisation de ce projet d'envergure pour un coût d'un milliard de dollars seront lancés avant la fin de l'année 2023 par notre partenaire, le consortium chinois CMH, dans la zone de Toumiat (30 km au nord de Béchar) », a fait savoir, samedi, le P-DG du groupe minier public, Manajim El Djazair (MANAL) Mohamed Sakhr Harami. Le projet sera concrétisé en partenariat avec l'entreprise nationale de fer et de l'acier (FERAAL), a-t-il précisé.



## **Dr. Bessaha économiste au FMI : « Des choix stratégiques pour la prise en charge des défis démographiques ».**

«Le vieillissement de la population est un défi additionnel pour une grande du monde et un autre poids sur l'économie mondiale », affirme Dr. Abdelrahmi Bessaha économiste au FMI. Pour ce qui est de l'Algérie, la population (45,7 millions de personnes à fin 2022) «va augmenter de 15,2 millions de personnes à l'horizon 2050 pour se situer à 60,9 millions, augmentation accompagnée par ailleurs d'autres changements structurels qui ne manqueront pas d'avoir des conséquences importantes si des politiques publiques multisectorielles ambitieuses ne sont pas mises en place dès maintenant ».

La prise en charge des défis démographiques, explique l'économiste dans une contribution au quotidien El Watan, « implique, entre autres, des choix stratégiques et des politiques ciblant l'espacement des naissances (dans le cadre d'une nouvelle politique de la famille et de la santé reproductive) et des améliorations au niveau de toutes les sources de croissance, y compris le capital et le travail et la qualité de la gouvernance ».

Dans cette optique, Dr. Bessaha propose d'«articuler une stratégie de développement provisoire pour la période 2023-2030 afin de donner au pays la visibilité économique vis- à vis des citoyens et des partenaires internationaux ».

Il est également question d'«établir des objectifs macroéconomiques crédibles pour 2024-2026, entreprendre des réformes macro -structurelles pour renforcer la gestion macroéconomique, mettre en œuvre des réformes structurelles ambitieuses pour améliorer le cadre des affaires, attirer l'investissement privé domestique et international et renforcer la gouvernance économique ».

Dans le même ordre d'idées, l'économiste suggère, d'une part, de «définir des nouvelles politiques sectorielles avec un focus sur l'agriculture, le manufacturier, les services et les secteurs sociaux et des investissements conséquents dans le numérique et le vert ». part, « prendre des mesures pour accroître la taux de participation, notamment celui des femmes. ».

Parallèlement, «il faut se doter de capacités techniques de suivi macroéconomique et de gestion des crises afin de pouvoir formuler des réponses aux chocs et aux développements économiques et financiers inattendus en temps opportun ».

## تتويج الجمارك الجزائرية بجائزة أفضل صورة للجمارك عبر العالم

توجت الجمارك الجزائرية بجائزة أفضل صورة للجمارك عبر العالم لعام 2023 من طرف المنظمة العالمية للجمارك.

وشارك المدير العام للجمارك، نور الدين خالدي، بيروكسل بالمملكة البلجيكية في الاجتماعات الدورية للمدراء العامين للجمارك بالمنظمة العالمية للجمارك.

وحسب بيان للمديرية العامة للجمارك، تم خلال هذه الدورة إعادة تزكية الجزائر لنيابة رئاسة لجنة التدقيق للمنظمة العالمية للجمارك للعام الثاني على التوالي. بالإضافة إلى العضوية بذات اللجنة.

كما تم تتويج الجمارك الجزائرية بجائزة أفضل صورة للجمارك عبر العالم لعام 2023 من طرف المنظمة العالمية للجمارك. خلال الدورة الخامسة عشر لمسابقة أفضل صورة للجمارك لذات المنظمة، وهذا من أصل 71 دولة مشاركة.

وتحمل صورة الجمارك الجزائرية عنوان "على كل الجبهات" وتحاكي تجند أعوان الجمارك الجزائرية. لتأدية مهامهم عبر كامل ربوع الوطن بكل شجاعة.

التزام وإخلاص في سبيل حماية وترقية الاقتصاد الوطني. والتصدي ومكافحة كل أشكال الجريمة المنظمة بالتنسيق المحكم مع مختلف الأجهزة الأمنية المؤهلة.

كما تناولت الاجتماعات عديد المحاور المهمة والتي تعنى بمخرجات مختلف أعمال هياكل المنظمة العالمية للجمارك.

وكذا مختلف البرامج والنشاطات الجمركية والتي شاركت فيها بفعالية مصالح الجمارك الجزائرية.

كما تضمنت ذات الاجتماعات مناقشة عديد المواضيع التقنية فيما يخص النشاط الجمركي وآليات تعزيزه على المستوى الدولي.

هذا وقدم المدير العام للجمارك الجزائرية تهانيه لكل من رئيس المنظمة والأمين العام الجديدين والذين تم انتخابهما خلال أشغال هذه الدورة.

كما قدم تشكراته لرئيس المنظمة والأمين العام المنتهية عهدتهما نظير مجهوداتهما في العكف على تكريس أطر التعاون الجمركي الدولي.

## المنظمة الدولية للجمارك تعيد انتخاب الجزائر

تمت إعادة انتخاب الجزائر وللمرة الثانية على التوالي في المنظمة الدولية للجمارك، كنائبة رئيس التي تم تنظيمها من 22 إلى 24 جوان، حسب ما أفادت به 142 –لجنة التدقيق، وهذا في دورتها 141 ووكالة الأنباء الجزائرية

حسب الوكالة فقد جرت أشغال هذه الدورة للمنظمة الدولية للجمارك، في بروكسيل ببلجيكا، أين حضر أشغالها المدير العام للجمارك نور الدين خالدي برفقة وفد من إطارات الجمارك الجزائرية

اجتماعات الدورة تطرقت لعدد المحاور المهمة حول نشاطات هيكل المنظمة الدولية، بالإضافة إلى عديد النشاطات المتعلقة بالجمارك. اجتماعات سمحت بالتطرق إلى عديد المواضيع التقنية المتعلقة بالجمارك ومناقشة كيفية تعزيزها على المستوى الدولي

كما تم خلال هذه الدورة اعتماد الجزائر كعضو في المنظمة الدولية للجمارك لعام 2022. وهو ما يسمح كمدرين دوليين خبراء مع المنظمة الدولية، وهذا في مختلف باعتماد لإطارات من الجمارك الجزائرية التخصصات. إضافة إلى تعيين إطار من الجمارك الجزائرية في الأمانة العامة للمنظمة الدولية

ذات المصدر يقول أن الجمارك الجزائرية تحصلت على جائزة أفضل صورة للجمارك في العالم خلال عام 2023 من طرف المنظمة الدولية للجمارك. وهي مسابقة عرفت مشاركة 71 صورة من عديد الجمارك في العالم

**لمصدرون يشتكون من تأخر تعويضات النقل ووزارة التجارة ترد:**

**هذه شروط الاستفادة من الدعم لمُنتجات “صُنِع في الجزائر”**

حدّدت وزارة التجارة وترقية الصادرات شروط وكيفيات استفادة المصدرين من تعويض مصاريف النقل، التي تمنحها الدولة الجزائرية كإمتياز لفئة مصدري سلع “صُنِع في الجزائر”. وشدّدت الوزارة في مراسلة موجّهة للفيدرالية الجزائرية للمصدرين على ضرورة إيداع المتعاملين للملفات على مستوى المصالح المعنية في مدّة أقصاها 60 يوما من تاريخ استرجاع عائدات التصدير، كما

حدّدت الوثائق التي يُفترض على المصدرين إدراجها في الملف. وتفصّل في كفاءات وشروط الحصول على هذا التعويض مراسلة صادرة عن مديرية متابعة وترقية المبادلات التجارية، والتي تنفّرع عنها المديرية الفرعية لمتابعة الصادرات ودعمها، بوزارة التجارة وترقية الصادرات تحمل ترقيم 2425 بتاريخ 20 جوان 2023 موجهة إلى رئيس الفيدرالية الجزائرية للمصدرين، تحمل عنوان "بخصوص طلبات تسوية ملفات تعويض مصاريف النقل". وتؤكد ذات المراسلة، الموقعة من طرف المكلف بتسيير المديرية العامة للتجارة الخارجية "س. دراجي"، والتي تلقت "الشروق" نسخة منها: "وتبعا لإرسالكم المشار إليه بتاريخ 8 جوان والمتعلق بشكاوى المتعاملين الاقتصاديين فيما يخص الاستفادة من الدعم الخاص بمساهمة الدولة لترقية الصادرات، بخصوص الملفات المودعة لدى مصالح التجارة، هي قيد الدراسة". ووفق ذات المراسلة، فإن الاستفادة من الدعم الخاص بمساهمة الدولة لترقية الصادرات يقوم على مبدأ السنوية، وذلك بإيداع ملف على مستوى مصالح وزارة التجارة وترقية الصادرات في مدة أقصاها 60 يوما من استرجاع عائدات التصدير، طبقا للتنظيم المعمول به. ويتضمن ملف تعويض تكاليف النقل للمصدرين نسخة من السجل التجاري والرقم التعريفي للمؤسسة وفاتورة التصدير الأصلية الموطنة بالبنك، وفواتير الشحن والعبور الأصلية ونسخة من التصريح الجمركي وشهادة عائدات للتصدير الأصلية وشهادة يصدرها البنك الذي يثبت دفع ثمن السلع المصدرة وصك بنكي مشطوب أو نسخة منه واستمارة الإيداع التي تحمل من موقع وزارة التجارة. وسبق وأن اتخذت وزارة التجارة وترقية الصادرات قبل سنة إجراءات صارمة لتسهيل استفادة المصدرين من التعويضات اللازمة، خاصة بعد الانتقادات التي أقرها تقرير مجلس المحاسبة لسنة 2022، والذي أكد وجود تأخر في تسليم المصدرين مستحققاتهم خلال الفترة بين سنوات 2017 و2020، حيث رصد مجلس المحاسبة وقتها عدة اختلالات في أداء الصندوق الوطني لترقية الصادرات الخاضع لوصاية وزارة التجارة، والذي يحظى اليوم بدعم كبير من السلطات في إطار السياسة الحكومية الرامية لدعم الصادرات خارج المحروقات. واعتبر المجلس في تقريره السنة الماضية، أن الموارد المالية المخصصة لهذا الصندوق بعنوان الفترة الممتدة من 2017 إلى 2020 لم تسهم بصورة محسوسة في تطوير الصادرات، مُشدداً على أن الموارد المتاحة إلى غاية سنة 2020 والمقدرة بـ49 مليار دينار أي 4900 مليار سنتيم، لم تستعمل إلا في حدود نسبة 3 بالمائة، ناهيك عن أن المؤسسات المستفيدة من الإعانات المالية الموجهة لترقية الصادرات يبقى عددها ضئيلا، منتقدا محدودية طرق الإعانة الموجهة للمصدرين، والتي تقتصر أساسا على تكاليف المشاركة في المظاهرات والمعارض التجارية التي تلتزم بها الشركة الجزائرية للمعارض والتصدير أو تعويض جزء من مصاريف النقل التي يتحملها المصدرون.

**الشروق**  
إخبارية وطنية

**استحداث شركة جديدة لضبط الأسواق والحكومة تقرر:**

**رفع كوتة الحليب للملابن.. وقائمة جديدة بالمواد المعنية بالتصدير**

قررت الحكومة رفع كوتة مسحوق الحليب للملابن ومراجعة حصص كل ملبنة مع إتاحة تصدير مواد جديدة حققت فائضا في السوق هذه السنة كالبطاطا والبصل، واستحداث شركة

جديدة لضبط المنتجات الفلاحية في الأسواق تحت تسمية “ساربا” وترأس وزير التجارة و ترقية الصادرات الطيب زيتوني، رفقة وزير الفلاحة و التنمية الريفية محمد عبد الحفيظ هني، الأحد، بمقر وزارة الفلاحة، اجتماعا تنسيقيا حضره اطارات من القطاعين.

وحسب [بيان](#) لوزارة التجارة و ترقية الصادرات، تلقت “الشروق” نسخة منه، تم خلال هذا اللقاء تقديم عرض مفصل حول وفرة المواد الفلاحية الواسعة الاستهلاك في الأسواق الوطنية، و التذبذب الذي عرفته بعض المنتجات خاصة في فترة فراغ الإنتاج، بالإضافة إلى تمويل السوق بمادة أكياس الحليب المدعم والبقول الجافة. وبمناسبة هذا اللقاء تم الإعلان عن إنشاء الشركة الجزائرية لضبط المنتجات الفلاحية “ساربا” بهدف ضبط التمويل بالمنتجات ذات الاستهلاك الواسع و توجيه الفائض نحو التصدير لتحقيق التوازن في السوق الوطنية. وفي هذا الإطار، أكد زيتوني، أن إنشاء الشركة الجزائرية لضبط المنتجات الفلاحية “ساربا” يهدف إلى رفع الصادرات خارج المحروقات، مشيرا إلى عقد محادثات بين الوزارتين من أجل النظر في تصدير مادة البصل، والثوم، والبطاطا، والطماطم الاصطناعية، إضافة إلى الأعلاف الحيوانية التي سجلت فائضا في الأسواق هذه السنة. وبخصوص ضبط الأسواق، شدد الوزيران، على أهمية إعادة النظر والمصادقة على خارطة جديدة لتوزيع هذه المادة الأساسية، في إطار تمويل وتنظيم السوق الجزائرية والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين، تبعا لتوجيهات رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الهادفة الى التحكم في السوق ومواجهة المضاربة وتذبذب توزيع مادة الحليب المدعم. وفي هذا الإطار، اتفق الوزيران على رفع حصة المادة الأولية [لحليب الأكياس](#) المدعم للملبنات، لتغطية الطلب الوطني من هذه المادة الواسعة الإستهلاك، واعادة مراجعة حصص الملبنات حسب الإحتياجات.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger